



Déclaration préalable de la FSU au CTSD du 5 septembre 2014

Nous entamons cette année scolaire avec une nouvelle ministre. Trois ministres se sont ainsi succédés à l'EN depuis la rentrée 2012, ce qui interroge sur le suivi des nombreux chantiers ouverts depuis l'an dernier concernant notamment les programmes scolaires, l'éducation prioritaire, l'évaluation des élèves, l'orientation, la formation initiale et continue...D'autres chantiers urgents doivent impérativement avancer : il s'agit notamment de la question salariale dans l'éducation nationale et la fonction publique.

Au-delà des péripéties politiques, nous ne doutons pas que la confirmation d'un cap libéral assumé et des choix économiques d'austérités auront des répercussions sur un ministère dit prioritaire.

Cette rentrée 2014 sera très certainement qualifiée de « techniquement réussie ». Cependant, nous constatons :

- les couacs sur affectation des stagiaires, puisque des stagiaires en cours de M2 dans le second degré ont été affectés dans une académie différente de celle dans laquelle ils étudient,
- la crise du recrutement puisque 1861 postes n'ont pas été pourvus aux concours d'enseignants,
- les tensions sur les effectifs, avec 30 000 élèves supplémentaires attendus dans le second degré et 35 300 élèves dans le premier degré sans dotation à la hauteur des besoins,
- la réalité des créations insuffisantes de postes comme le précise le rapport de la cour des comptes 2014 qui fait état de l'implantation effective de 5159 ETP quand 8781 créations étaient annoncées

Tout ceci fait que sur le terrain, le vécu des personnels est loin des éléments de langage convenus.

Dans le second degré, la FSU prend acte de l'implantation significative d'heures poste dans l'Oise. Cependant, la dotation symbolique d'un ETP rentrée 2014 n'influe pas sur des divisions en collèges qui sont déjà au maximum d'élèves. La sous-estimation nationale de la hausse démographique met les collèges en tension. Comment faire, dans ces conditions pour accueillir de nouveaux élèves sans avoir recours aux heures supplémentaires ?

Des postes sont actuellement non pourvus comme à Grandvilliers où un BMP en technologie n'est pas pourvu. Ainsi, cinq classes de quatrième et deux classes de troisième sont sans enseignement technologique. Au collège Mendès France de Méru, trois postes d'enseignants ne sont pas pourvus en mathématiques, anglais et technologie. Comment allez-vous assurer ces enseignements obligatoires ?

Concernant les SEGPA, le cylindrage et l'inclusion sans moyens d'accompagnement sont toujours d'actualité. La FSU poursuivra son action avec les personnels pour le maintien de cette structure et son déploiement territorial qui doit permettre des possibilités réelles d'accès de proximité pour les élèves en relevant.

Dans les deux collèges REP+ du département, il semble que le management local aboutisse à une dégradation sévère des conditions de travail des enseignants à qui on demande d'effectuer de nombreuses heures supplémentaires et de présence au collège à l'opposé de l'esprit et des textes prenant en compte la difficulté d'exercer dans ses établissements !

Dans l'Oise, pour revenir à l'existant d'avant 2008 dans le premier degré, il faudrait créer plus de 157 postes et ouvrir en plus près de 360 postes pour abonder les nouveaux dispositifs. Avec une dotation de 12 postes à la rentrée 2014, on est donc bien loin du compte !

Aussi, nous constatons dans de nombreuses écoles du département une hausse inquiétante des effectifs. Pour ne citer que quelques exemples :

- l'école élémentaire Royallieu de Compiègne, pourtant en zone ECLAIR et scolarisation une forte proportion d'enfant du voyage avec une moyenne de 26,5 élèves par classe et un CP à 33
- les écoles maternelles de St Sauveur et du Champ Vert à Lamorlaye où l'on dépasse les 31/32 élèves par classe
- l'école primaire Chevance Bertin à Nanteuil le Haudouin avec une moyenne de 27,2 élèves par classe sur un secteur peu favorisé, en pleine expansion démographique et qui accueille en son sein une classe d'intégration.
- plusieurs écoles sur le secteur de Noyon avec des moyennes comprises entre 27 et 29 par classe (Chiry-Ourscamp, Weisseburger Noyon, RPI de Beaulieu/Écuvilly/Candor/Ognolles, Guiscard ...)

Quant aux nouveaux dispositifs, au-delà du fait qu'ils sont financés au détriment de l'accompagnement de la hausse démographique, ils sont largement insuffisants et ne permettent pas de transformer l'école en profondeur.

Ajoutons à cela la généralisation de la semaine de 4,5 jours qui désorganise complètement l'école, engendre un véritable casse-tête pour l'organisation du service, une restriction des droits des personnels, une flexibilisation des personnels remplaçants sur fond de gel des salaires, le renforcement des inégalités territoriales. Le moral des enseignants du primaire est en berne avec 91% d'entre eux qui estiment que leurs conditions de travail se sont dégradées ces dernières années.

Ce constat de rentrée est inquiétant, aucune amélioration à l'horizon dans un contexte de disette budgétaire qui se confirmera sûrement dans le Projet de Loi de Finances 2015. Aussi, la FSU considère que les conditions de cette rentrée ne traduisent pas l'ambition proclamée pour l'École. En lien avec les personnels, elle construira les actions nécessaires pour traduire dans les faits une réelle priorité à l'école, aux élèves et aux personnels.